

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

**REMARQUES DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE,
MOUSSA FAKI MAHAMAT, À L'OUVERTURE DE LA CINQUIÈME RÉUNION DU
COMITÉ DE HAUT NIVEAU DE L'UNION AFRICAINE SUR LA LIBYE**

ADDIS ABÉBA, LE 17 AVRIL 2018

Monsieur le Président du Comité ad hoc de haut niveau dans sa formation ministérielle,

Distingués représentants des pays membres du Comité de haut niveau,

Monsieur le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies,

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à Addis Abéba et au siège de l'Union africaine. La présente réunion constitue une nouvelle étape dans l'action collective qui est la nôtre pour trouver une solution à la crise libyenne et promouvoir ainsi durablement la paix, la sécurité, la stabilité et la réconciliation dans ce pays.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance aux Ministres et autres chefs de délégation ici présents. En faisant le déplacement d'Addis Abéba, vous apportez, encore une fois, le témoignage de votre engagement et celui de vos pays respectifs à remplir le mandat confié au Comité de haut niveau sur la Libye.

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye, notre frère Ghassan Salamé. Je salue la détermination et le dynamisme avec lesquels il s'acquitte de ses lourdes responsabilités.

Sa présence parmi nous atteste la vitalité du partenariat que l'Union africaine et les Nations unies s'emploient à bâtir au service de la cause de la paix en Afrique.

Qu'il me soit aussi permis de mettre en relief l'action résolue du Président Denis Sassou N'guesso, qui dirige le Comité de haut niveau sur la Libye. Cette action est particulièrement remarquable et est le reflet de son engagement panafricain.

Le Comité, comme vous le savez, se veut un vecteur de solidarité ou, plus justement, d'entraide: en aidant la Libye, nous nous aidons nous-mêmes, tant il est vrai que la stabilité de la Libye est aussi un atout pour l'ensemble du continent, notamment en cette phase d'accélération de l'intégration africaine.

Mesdames et Messieurs,

Cette cinquième rencontre du Comité de haut niveau dans sa formation ministérielle se tient dans un contexte d'impasse continue dans le processus politique libyen et de volatilité persistante de l'environnement sécuritaire. Les espoirs qui furent les nôtres au sortir de la réunion de Brazzaville, en septembre 2017, ne se sont hélas pas matérialisés.

Malgré la sollicitude de la communauté internationale, les acteurs libyens ont jusqu'ici été incapables de surmonter leurs divergences. L'absence d'un consensus pour la révision de l'Accord politique libyen en est une patente illustration.

Les intérêts égoïstes et les particularismes de toutes sortes ont pris le pas sur l'intérêt général.

De nombreux groupes criminels et milices opèrent en territoire libyen et continuent à se livrer à des exactions innommables et à fouler au pied les normes humanitaires les plus élémentaires.

L'autorité de l'Etat est toute nominale. Les groupes terroristes ont, de ce fait, pu s'implanter en différents endroits du territoire libyen.

Cette situation fait peser une double menace: sur la Libye évidemment et son peuple, dont les aspirations au bien-être et à la liberté ont ainsi été trahies; mais aussi sur le voisinage, qui paie un lourd tribut du fait de l'instabilité et de l'insécurité qui sont aujourd'hui les principales caractéristiques de la situation libyenne.

Le sort réservé aux travailleurs migrants africains illustre tragiquement la gravité de la situation et la profondeur des abysses dans lesquelles la Libye est descendue.

Pour nous, à l'Union africaine, il s'agit d'une source de grave et constante préoccupation. Cette situation est moralement intolérable. Tout doit être fait pour y mettre un terme.

Je saisis cette occasion pour me réjouir de l'étroite collaboration qui s'est développée entre l'Union africaine, les Nations unies et l'Union européenne, dans le cadre de la Troïka que nous pilotons. L'objectif est d'aider au rapatriement des migrants africains et de faire cesser les atteintes ignobles à la dignité humaine dont ils sont quotidiennement l'objet aux mains de groupes criminels.

Cette action sera poursuivie.

Mesdames et Messieurs,

La situation d'ensemble est donc des plus préoccupantes. Elle appelle de notre part une action encore plus soutenue.

De ce point de vue, s'il est une chose que les efforts déployés ces dernières années a bien démontré, c'est la nécessité pour nous d'œuvrer ensemble, de valoriser nos complémentarités et de promouvoir les synergies. Aucune organisation, aucune entité ne peut, de façon solitaire, relever les défis de l'heure.

Ce constat justifie l'importance de cette réunion.

En regroupant les pays voisins et d'autres acteurs, l'entité régionale compétente et l'organisation mondiale, elle permet de conjuguer les efforts des uns et des autres, de faire en sorte qu'ils soient tous tendus vers le seul but qui vaille: mettre fin à la tragédie libyenne, permettre la reconstruction d'une autorité légitime et acceptée de tous et faire de la Libye un havre de paix et de stabilité.

Je voudrais souligner ici la centralité du partenariat entre l'Union africaine et les Nations unies. La Libye offre l'opportunité d'en démontrer la pertinence et l'indéniable valeur ajoutée.

Dans l'action qui doit être la nôtre dans la période à venir, priorité doit être donnée à la création de conditions propices à la tenue des élections envisagées par les acteurs libyens. Celles-ci doivent être un jalon dans la stabilisation de la Libye et non de facteur d'aggravation des clivages existants.

Pour ce faire, il est essentiel qu'avance la réconciliation entre le Libyens. L'organisation conjointe, par l'Union africaine et les Nations unies, d'une conférence de réconciliation est dès lors indiquée. L'objectif est de retisser le tissu social et de recréer les bases minimales du vouloir-vivre ensemble.

S'agissant plus spécifiquement de l'Union africaine, il est crucial que nous renforçons notre implication pour jouer pleinement le rôle attendu de nous et mieux soutenir le Comité ad hoc dans l'accomplissement de ses responsabilités. Trois axes d'action doivent guider ces efforts:

- (1) la relocalisation de notre Bureau pour la Libye à Tripoli, pour opérer au plus près des réalités du terrain;
- (2) l'élévation du niveau d'interaction au quotidien de notre Bureau avec les acteurs libyens et internationaux; et
- (3) la relance du Groupe international de contact sur la Libye, comme décidé par le Sommet de l'Union africaine en janvier dernier.

Mesdames et Messieurs,

Ne nous y trompons pas cependant: aucun effort international ne peut se substituer à la volonté des acteurs libyens de faire taire leurs divergences et de mettre l'intérêt de leur peuple au-dessus des considérations étroites qui ont prévalu jusqu'ici et mis en échec toutes les tentatives de médiation.

Le fait que deux millions d'électeurs se soient déjà inscrits pour les scrutins à venir est une puissante expression du ras-le-bol du peuple libyen. Puisse son cri de détresse être entendu!

Je souhaite plein succès à vos délibérations.